



Le CSE a pour mission d'assurer l'expression collective des agents permettant de prendre en compte leurs intérêts dans les décisions relatives à la situation économique et financière de PE, l'organisation du travail et aux conditions de travail d'hygiène et de sécurité.

**Présent.es SNU** : C.Gruot, H.Charnoubi, JY.Astre, V.Kerlouégan



**ODJ CSE** : Présentation du rapport de la mission de préfiguration sur France Travail

**Présent.es Direction** : C.Riffard, O.Féru, M.Swieton



# CSE, l'🤔 du SNU

**CSE extra du 22 mai 2023**



## FRANCE TRAVAIL : APRES L'ATTENTE..., L'ATTENTE !

Si au SNU on considère que France Travail est **LE SUJET**, cette présentation du rapport, certes fait l'objet d'un CSE extraordinaire, mais nous laisse quelque peu sur notre faim ! Aujourd'hui Pôle emploi, nous serons au 1<sup>er</sup> janvier 2024 l'opérateur France Travail<sup>1</sup> avec de profonds changements à venir en dehors de ce nouveau nom.

Après la sortie du rapport dans la presse (19/04/23), la visio du Comité Directeur Général et des managers le 10 mai (retranscrite sur l'intra le 16/05/23), le CSEC (11/05/23), on aurait pu s'attendre à un CSE d'une journée, des précisions, des échanges ... **Il y a un mois, la DR attendait le rapport, aujourd'hui elle attend la loi, patience, patience !! Et après, elle courra après les décrets d'application ?**

**Rapport :** 274 pages  
**Synthèse :** 44 pages  
**8 mois de « concertations »**  
**Document CSE :** 16 pages  
**Moins d'½ journée de restitution**



Durant les 2 heures consacrées à la restitution du rapport de préfiguration, le SNU a pu interroger la Direction sur certains points et a transmis ses « 107 questions sorties de l'analyse du rapport » puisque le temps était contraint. Comptez sur nous pour y revenir régulièrement en CSE.

Nos questions portent autant sur le champ opérationnel que structurel mais pour la direction, le CSE n'est pas une instance de décisions politiques. En tout cas, elle a reconnu que la « gouvernance » du bidule sera très compliquée.

Les différentes lois de décentralisation qui ont donné des compétences impactées par le projet de loi aux différentes strates administratives n'en seraient-elles pas une des raisons ?

**FRANCE TRAVAIL**  
 Analyse du rapport de préfiguration, impacts sur le service public, sur les personnels et les usagers.  
**ORGANISÉ PAR LE SNU PÔLE EMPLOI FSU**  
**JEUDI 1ER JUIN À PARTIR DE 14H**

**VOTRE FUTUR ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL VOUS QUESTIONNE ?  
 PARTICIPEZ A LA HMI DU SNU LE 1<sup>ER</sup> JUIN A PARTIR DE 14H00 ET/OU INTERPELLEZ LE SNU BFC.**



## EXPERIMENTATION BRSA : DES DEVOIRS POUR LES FAMILLES !

L'avant-projet de loi plein emploi prévoit que les conjoints, concubins, partenaires PACS et enfants d'un BRSA seront automatiquement inscrits et donc soumis aux devoirs. **Le SNU**, bien qu'opposé à cette mesure, a demandé si cela était d'ores et déjà pris en compte dans les expérimentations.

*Non appliquée dans le 21 car non prévue par la loi en vigueur, pris en compte dans le 89, y aurait-il 2 poids, 2 mesures ? Faillie dans l'équité de traitement, valeur phare des Services Publics ?*



Vous souhaitez plus d'informations ? N'hésitez pas à nous contacter.

Toutes les coordonnées de vos élus SNU-BFC sont [ici](#)

